

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2700 - JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE 2016

DIALOGUE POLITIQUE

Démarrage sur fond de contestation



La décripation politique toujours au centre de l'enjeu

C'est ce jeudi 1er septembre que s'ouvre à Kinshasa le dialogue politique tant attendu. Le facilitateur entrevoit la suite du processus avec un brin d'optimisme, espé-

rant que ce forum récoltera autant de succès que les travaux du comité préparatoire. Les stratégies du rassemblement visant à obtenir la satisfaction de ses préables via

l'initiation des actions de résistance pacifiques ne semblent pas émouvoir Edem Kodjo dans son obstination à tenir le dialogue malgré tout, avec ceux qui sont dispo-

nibles. Entretemps, l'on continue à s'interroger sur les critères de sélection des participants à ce forum dont beaucoup y sont à titre individuel, sans mandat de leurs

partis politiques et associations respectifs avec, en arrière-fond, une vive controverse suscitée par l'inégalité de quota réservé aux composantes.

Page 12

UNC

Jean-Bertrand Ewanga démissionne

Dans une lettre adressée le 30 août au président de ce parti, Vital Kamerhe, ce député connu pour son franc parler, n'est pas allé dans la dentelle pour lui présenter sa démission. Celle-ci, comme il l'écrit dans sa correspondance, est l'expression de son désaveu vis-à-vis de la démarche actuelle de l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) en rapport avec la question de la tenue du dialogue qu'il estime « *comporter un danger pour l'avenir démocratique de notre pays* ».

Le désormais ex secrétaire général de l'UNC dénonce par le fait même le virage dangereux pris par la RDC à travers ce dialogue qui cacherait, d'après lui, des visées de changer la Consti-



Jean-Bertrand Ewanga

tution. Tout en restant membre effectif de l'UNC, il a déclaré qu'il continuera néanmoins à la servir en tant que membre co-fondateur.

Page 12

TUERIES DE BENI

La Communauté Nande de Kinshasa appelle à la solidarité nationale et internationale

Dans un entretien avec les Dépêches de Brazzaville en marge de la quatrième édition du Forum social congolais tenue du 28 au 30 août dans la capitale congolaise, le Premier vice-président de la communauté Nande exhorte la population congolaise à se lever afin de lutter contre toute tentative tendant à affaiblir la communauté nationale tout entière, et celle de l'Est, en particulier. Jérôme Paluku Kandu invite par ailleurs la communauté internationale, qui a l'impérialisme sur les pays voisins de la RDC à faire davantage pression sur ces Etats afin qu'ils arrêtent d'entretenir des milices qui causent la mort et la désolation sur le territoire congolais. Et de plaider pour une dénonciation à grande échelle de la situation qui sévit à Beni pour dire que l'on doit cesser d'abattre les gens pour rien.

Page 12

INTERVIEW

Marco Mbayabu : « J'ai vécu un festival exceptionnel »

L'humoriste lushois a fait un triomphe aux 48 heures du rire. Il était du reste carrément le seul à avoir joué deux fois de suite, le samedi 20 et dimanche 21 août, comme pour répondre à la demande du public qui le réclamait après son premier show où il s'est plu à imiter feu Mbutu, Joseph Kabila, Tshisekedi, Vital Kamerhe, le Cardinal Mosen-gwo sous les ovations d'un public conquis. Aux Dépêches de Brazzaville, il révèle avoir pourtant éprouvé une sacrée frousse avant sa montée sur la scène dont il a été le grand favori.



Marco Mbayabu

Il se dit prêt à refaire l'expérience si jamais le comité organisateur l'invitait à l'édition 2017 du festival. « *Je serai très content de retrouver ce public qui m'a emmené aux anges revivre tous les beaux moments passés ici* », a-t-il dit.

Page 13

ÉDITORIAL

Passivité

Il ne se passe plus de jour, désormais, où les autorités du Congo s'engagent dans des actions très concrètes visant à diversifier l'économie, à créer de nouvelles sources de revenus collectifs, à compenser la perte financière générée par l'effondrement des cours du pétrole sur le marché mondial. Appliquant à la lettre le programme de «rupture» lancé par le président de la République, le chef du gouvernement et ses ministres mobilisent l'Etat de façon très claire afin de sortir au plus vite leur pays de l'impasse où il se trouve enfermé. L'on ne peut, bien évidemment, que se féliciter de voir la puissance publique s'engager résolument sur cette voie.

Mais qu'en est-il de la société civile ? Est-elle convaincue de la justesse de cette politique radicalement différente de celle suivie dans les décennies précédentes où l'Etat ne se préoccupait guère de briser le joug doré créé par l'exploitation de nos gisements d'hydrocarbures ? A-t-elle pris la mesure de la responsabilité qui est la sienne dans la mutation économique et sociale qui se dessine ? Va-t-elle se mobiliser elle aussi pour accélérer pour son plus grand bien ce mouvement historique et en tirer un juste profit pour elle-même ?

Disons-le carrément même si un tel jugement choque les bonnes âmes, nous en sommes loin, très loin. Pour de multiples raisons parmi lesquelles figure en bonne place le poids des mauvaises habitudes individuelles et collectives nées de la richesse pétrolière des décennies précédentes. Mais aussi parce que, à ce jour, aucune action concrète n'a été engagée pour expliquer aux citoyens, à tous les citoyens sans aucune exception, pourquoi et comment la «rupture» changerait de façon radicale leur train de vie, leur condition sociale, leur confort personnel.

Nous sommes bien placés, nous qui observons à la loupe la société congolaise depuis vingt ans, pour constater que dans le même temps où les services de l'Etat se mettent en bon ordre de marche dans le cadre du programme présidentiel rien ou presque n'est fait pour en expliquer de façon claire à l'opinion publique les retombées probables, sinon même certaines. Une telle action de décryptage est d'autant plus indispensable que l'enjeu de l'opération est vital au sens propre du terme.

Les Dépêches de Brazzaville

TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE

Clément Mouamba et Pierre Ngolo signent le livre de condoléances ouvert à Brazzaville



Clément Mouamba



Pierre Ngolo

Suite au récent tremblement de terre qui a frappé le centre de la République d'Italie faisant près de trois cents morts, le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, et le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo, ont, au nom de la République du Congo, exprimé leur compassion à l'endroit du peuple italien à travers la signature le 31 août à l'ambassade d'Italie du livre de condoléances en présence de l'ambassadeur Andrea Mazzella. Interrogé par la presse sur le sens de ce déplacement, le Premier ministre Clément Mouamba, s'est exprimé en ces propos. « J'exprime au nom du président de la République, du gouvernement et à mon nom propre le sentiment de compassion et de tristesse à un ami qui s'appelle l'Italie avec qui nous avons une coopération très profonde et puissante. Il fallait bien en ce moment douloureux, se déplacer ici à l'ambassade d'Italie pour leur exprimer cela. Une fa-

çon de dire que l'Italie reste un grand partenaire et que ce qui est arrivé est un deuil très douloureux que le Congo et son gouvernement partagent ».

Pour sa part, le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Ngolo qui avait à ses côtés quelques membres du secrétariat permanent, s'est également exprimé à propos, en qualifiant ce drame de « circonstance exceptionnelle douloureuse, » avant de souligner que dans de tels moments, le PCT est tenu au devoir de solidarité. « Et donc nous sommes venus exprimer notre compassion, soutenir les amis d'Italie, les dirigeants de ce parti. Nous sommes venus dire notre soutien aux familles éprouvées et à l'ensemble du peuple d'Italie tout en lui disant courage. La nature qui nous garantit la vie, qui nous sécurise est aussi source de notre insécurité », a-t-il conclu.

Jean-Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service),

Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

POOL

La DNR offre du matériel agricole aux ex-combattants Ninjas

Plus d'une quarantaine d'ex-combattants ninjas, qui ont volontairement abandonné les armes et sortis des forêts, ont reçu le 31 août à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, du matériel agricole et des enveloppes financières offerts par la Dynamique pour la nouvelle République (DNR). La cérémonie a eu lieu en présence des autorités politico-administratives de la contrée.

Au nom de tous les ninjas démobilisés, l'un d'entre eux a prononcé le discours dans lequel il prend l'engagement de ne plus repartir dans les forêts. « Nous sommes désormais engagés à participer au processus de paix et de consolidation de l'unité nationale. Nous demandons aux autorités du Congo d'assurer notre sécurité et nous lançons un vibrant appel à nos amis qui sont encore dans les forêts du Pool de nous rejoindre dans nos villes et villages. Nous remercions la DNR et son président pour avoir pensé à nous offrir du matériel agricole et des enveloppes financières », a-t-il déclaré, avant de remettre deux grenades au coordonnateur national de la DNR, Jean-François Kando, à titre symbolique.

De son côté, le coordonnateur national de la DNR a pris acte de la profession de foi faite par ces ex-combattants ninjas. Il leur a demandé de se constituer en coopératives agricoles, afin que la DNR puisse continuer à les soutenir pourvu que, a-t-il rappelé, ces activités soient bien gérées.

Jean-François Kando a salué l'acte accompli par les ex-combattants. Il intègre bien, a-t-il



Remise de dons à un échantillon d'ex-combattants

insisté, le processus de consolidation de la paix et de l'unité nationale. Il a rafraîchi la mémoire de l'auditoire lorsqu'il a rappelé que le désir de sortir des forêts avait été manifesté par quelques jeunes, il y a deux mois, quand la DNR avait orga-

nisé, dans le Pool et les autres départements, une campagne de vulgarisation du discours d'investiture du président de la République.

Le coordonnateur national de la DNR a mis à profit cette occasion pour lancer un appel aux

ex-combattants qui hésitent encore à sortir des forêts. Il les a assurés que les autorités civiles et militaires y compris son organisation vont veiller à leur

préfet du département du Pool, Jean-Michel Shanga a vivement remercié la DNR qui a tenu sa promesse en obtenant la réédition d'une partie des ex-combattants. L'orateur a profité de cet instant pour partager aux ninjas l'entretien qu'il avait eu avec le président de la République au sujet de la paix dans cette partie du pays.

Denis Sassou N'Guesso lui avait dit que le sang d'aucun jeune du Pool ne doit couler, sous prétexte qu'il a été un ex-combattant ninja. Le chef de l'Etat a ajouté, au cours de ce même entretien, qu'il ne voudrait pas qu'après son règne, les jeunes du Pool le considèrent comme celui qui les avait exterminés.

Jean-Michel Shanga a invité les jeunes du Pool, qui sont encore dans les forêts, à regagner leurs villes et villages, parce que, a-t-il dit, la rentrée scolaire approche et les établissements scolaires de son département doivent fonctionner au même rythme que les autres.

Le préfet du Pool a demandé au coordonnateur national de la DNR de dire au président de cette Dynamique, Denis Christel Sassou N'Guesso que le Pool souhaite qu'il soit organisé à Kinkala des soins de santé gratuits comme on l'a fait dans les autres chefs-lieux des départements du Congo.

Roger Ngombé

sécurité comme l'avait promis le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Jean François Kando a estimé que cet acte va faire bouger les lignes dans le cadre de la restauration de la paix dans le Pool.

Prenant la parole à son tour, le

JUSTICE

Les ex-Ninjas Nsiloulou rendus coupables des attaques armées du 4 avril 2016

D'après les résultats du rapport de la commission d'enquête judiciaire remis au ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Pierre Mabiala, le 31 août, les ex-combattants Ninjas Nsiloulou, à la solde du Pasteur Ntoumi, sont seuls auteurs et commanditaires des attaques coordonnées, qui ont mis les quartiers sud de Brazzaville dans l'émoi la nuit du 3 au 4 avril 2016.

Coordonnée par le colonel Thomas Bakala Mayinda, et supervisée par le procureur de la République, André Gakala Oko, l'enquête, soutenue par 92 procès-verbaux, confirme avec preuves à l'appui, que cette incursion armée a été savamment planifiée, puis exécutée par les ex-Ninjas Nsilulu, placés sous le gang de Frédéric Bintsamu, dit pasteur Ntoumi.

« L'attaque du 4 avril contre les quartiers sud de Brazzaville a été planifiée, organisée et menées par les ex-miliciens Nsilulu

à la solde de Frédéric Bintsamu alias Pateur Ntoumi. Elle a été perpétrée au moyen d'armes légères illégalement détenues et armes blanches diverses », relève le rapport de la commission.

Dans les détails, l'enquête précise qu'au total deux-cent-vingt personnes ont été interpellées à l'occasion de cet assaut. Dans ce nombre, 60 jeunes assaillants inculpés, avérés complices dans ces événements ont été régulièrement déferés devant le procureur de la République, et cent-soixante autres étaient sim-

plement relaxés. Dans le lot des personnes libérées, cinquante-quatre assaillants présentaient, d'après les tests cliniques effectués, des signes de démences.

« Ces malades mentaux censés être soignés à Soumouna, principal repère de ces malfaiteurs, ont été placés en avant-scène de la colonne de l'agression pour servir de bouclier humain. Conformément au code de procédure pénale, ces personnes ont été simplement relaxées et remises à la disposition de leurs parents », poursuit le rapport de la commission d'enquête.

De même, renchérit l'enquête, plusieurs autres personnes interpellées à l'occasion ont été remises en liberté pour manque de charges.

Ces assaillants déferés auprès du procureur de la République, ajoute le rapport, sont classés en six catégories, en tenant compte de leur implication dans l'opération.

La première catégorie est celle des personnes ayant pris part directement à l'attaque. Il s'agit notamment des personnes interpellées sur le théâtre des opérations. La deuxième catégorie d'agresseurs concerne des personnes complices, ayant fourni de près ou de loin des informations aux ex-Ninjas Nsiloulou.

D'autres par contre, constituent des jeunes enrôlés de force par ces

boureaux et intégrés dans les rangs pour défendre leurs positions.

Dans son mot de circonstance, le ministre de tutelle, Pierre Mabiala a fait savoir que toutes ces présumés délinquants seront jugés à la faveur d'une audience publique qui s'ouvrira très prochainement à Brazzaville. « Même si les mandats d'arrêt, en tant que titres de justice ordonnant l'arrestation des présumés auteurs des événements du 4 avril 2016 sont demeurés infructueux, au sujet de Frédéric Bintsamu et quelques-uns de ses partisans, ceci ne constitue pas une cause d'abandon des poursuites pénales. Tous ceux qui ont participé directement ou indirectement aux événements du 4 avril 2016 seront bel et bien jugés », a précisé Pierre Mabiala.

La commission d'enquête a affirmé aussi avoir décelé l'organisation des assaillants, notamment la chaîne de commandement jusqu'à l'exécution de l'opération.

Cette partie confidentielle de l'enquête sera transmise aux autorités compétentes en temps opportun, a indiqué la commission.

Après avoir réceptionné les résultats du rapport d'enquête, le ministre de la Justice et des droits humains a transmis ledit dossier aux avocats du parquet qui devront assurer la continuité de l'instruction.

Firmin Oyé



Pierre Mabiala remettant le rapport d'enquête au représentant de l'avocat général du parquet (DR)O

GESTION DURABLE DE LA FAUNE SAUVAGE

Le Congo doté d'un plan d'actions national

La République du Congo a validé le 31 août à Brazzaville, à l'issue d'un atelier, son plan d'actions national. L'objectif étant de mettre en œuvre la stratégie sous-régionale pour l'utilisation durable de la faune sauvage par les communautés autochtones et locales des pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac),

« L'engagement du Congo dans le processus d'aménagement forestier durable n'est plus à démontrer dans la sous-région. L'adhésion du Congo aux objectifs de ce projet ne relève donc pas d'un fait du hasard, mais d'une cohésion évidente de ses objectifs avec les grands axes de la marche vers le développement », a déclaré le directeur de l'Economie forestière, Jacques Ossissou, représentant la ministre de tutelle.

Pour la représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), Suze Percy Filipini, dont l'institution est chargée d'exécuter le projet « gestion durable de la faune sauvage et du secteur de la viande de brousse en Afrique centrale », la mise en œuvre de ce plan d'actions va non seulement combler un vide juridique existant depuis de longues dates, mais surtout doter les communautés autochtones et locales, des outils indispensables à la réduction de la pauvreté, un des Objectifs de développement durable poursuivis à travers l'agenda 2030.

« La FAO par ma voix, reste disposée à contribuer à toutes les actions qui concourent au financement de ce plan d'actions national, pour accompagner les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre de son PND 2e génération et dans l'attente des Objectifs de développement durable, notamment sur l'axe 2, relatif aux questions sur l'environnement », a-t-elle déclaré.

Rappelons que c'est au regard des impacts négatifs que « la crise de viande de brousse » cause actuellement sur la préservation et la conservation de la diversité biologique et la sécurité alimentaire des populations, que la Comifac a inscrit l'amélioration des conditions de vie des populations autochtones et locales dans ses plans de convergence.

Au Congo, d'importants efforts ont été consentis par la Fao et d'autres partenaires de mise en œuvre du projet. Ces derniers ont déployé un ensemble d'actions et d'outils techniques, devant accompagner et faciliter l'élaboration de la stratégie sous régionale et du plan d'actions national. Ladite stratégie s'étalera sur une période de cinq ans.

Lopelle Mboussa Gassia

LITIGE FONCIER

La famille Mpiaka exige le respect des décisions de la justice

Le représentant de la famille Mpiaka, Célestin Bokouabassa Mpiaka, a, au cours d'une conférence de presse animée récemment à Brazzaville, demandé le respect des décisions prises par la justice congolaise et dénoncé l'intrusion des éléments de la force publique dans le règlement des litiges fonciers

Propriétaire du territoire situé entre la Cité de 17 et Case-Barnier, dans le 7^e arrondissement de Brazzaville, Mfilou, la famille Mpiaka a été victime le 20 août dernier d'une action de destruction de ses habitations, notamment les hangars et autres maisons de fortune par les éléments de la force publique arrivés à bord de quatre BJ de la police militaire. « Ces gens se sont regroupés avec à la tête un capitaine des Forces armées congolaises (FAC) qui utilise la police militaire sous prétexte que nous détenons des armes de guerre pour aller déguerpir les habitations des personnes qui y habitent déjà. Or l'armée n'est pas là pour gérer les problèmes de terre. Je dénonce une certaine pagaille qui règne au sein de l'armée, le ministère de la Défense nationale devrait organiser des séminaires à l'endroit des FAC », a souhaité Célestin Bo-



Célestin Bokouabassa Mpiaka

kouabassa Mpiaka.

En effet, selon lui, l'évènement du 20 août est une opération bien organisée, car elle a été soldée par l'arrestation des personnes dont certaines auraient passé la nuit à la Zone militaire de défense de Brazzaville et d'autres au commissariat de la Frontière avant d'être libérées le lendemain. Selon Célestin Bokouabassa Mpiaka, ces propriétaires terriens « véreux » sont les mêmes ayant vendu une partie de leur territoire aux FAC en trompant la vigilance de l'ancien ministre des Affaires foncières et du domaine public, Pierre Mabiola, qui leur avait fait un acompte, conditionnant le solde de la facture par la présentation du document du Moyen-Congo. Le terrain vendu a permis la construction des loge-

ments sociaux de l'armée, soit six hectares. « J'ai écrit au tribunal pour annuler cette vente. Si c'est leur bien, pourquoi s'agitent-ils ? Même l'intervention de la police militaire n'est pas la bienvenue. Elle devrait au contraire me convoquer au tribunal pour voir qui est le vrai propriétaire terrien. L'armée nous avait demandé de laisser 20 m, c'est ce que nous avons fait en respectant les limites, là nous ne pouvons pas tricher. La population est couverte par le jugement », a-t-il insisté.

Notons que d'après un jugement et une ordonnance du Tribunal de grande instance (TGI) de Brazzaville datant de 2014, le village Batéké Mpiaka Bled est une propriété de la famille Mpiaka. « Il y a des gens qui ne respectent pas les lois de la République. Ce document que j'ai publié un peu partout, même dans le journal officiel, reconnaît la propriété de mon grand-père Mpiaka. A ma grande surprise, il y a des gens qui revendiquent que la Case Barnier est leur territoire, je dis non, c'est Monsieur Mpiaka qui avait offert cet endroit au gouverneur Félix Eboué pour la conservation des animaux sauvages », a conclu Célestin Bokouabassa Mpiaka.

Parfait Wilfried Douniama

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



INTERVIEW

Me Bertrand Éric Fédhéré Pandi : « le notaire doit être un homme propre, exerçant en toute probité et avec exactitude »

Elu président de la Chambre départementale des notaires de Brazzaville en juin dernier pour un mandat de trois ans, Me Bertrand Éric Fédhéré Pandi a présidé le 27 août les travaux de l'assemblée générale inaugurale de cette organisation. Abordé à l'issue de cette rencontre, il revient sur la feuille de route et les missions de cette profession qu'il juge noble.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Vous venez de tenir votre première réunion après la mise en place de nouvelles instances de votre organisation, de quoi aviez-vous parlé ?

Me Bertrand Éric Fédhéré Pandi (M B E F P) : Je voudrais juste dire qu'au sortir de l'assemblée générale des notaires du Congo, il avait été mis en place un bureau de Brazzaville que je préside. Après la mise en place de celui-ci, il a été de bon aloi que nous nous retrouvions ce jour à l'effet justement d'adopter un certain nombre d'actes qui sont relatifs au fonctionnement de la Chambre départementale des notaires de Brazzaville. Nous avons tout un chapelet d'opérations sinon d'activités à mener avec les différents partenaires dans l'exercice de notre noble métier.

LDB : Quelles sont vos priorités pour les trois ans ?

M B E F P : Conformément à la loi, nous avons à former le notaire. Celui-ci est un



Me Bertrand Éric Fédhéré Pandi

officier public installé à l'effet de recevoir tous les actes auxquels les parties veulent ou doivent donner le caractère d'authenticité reconnu aux actes d'autorité publique. Dans ce sens, nous avons à former d'abord le notaire afin qu'il soit un homme propre, conformément au serment qu'il a prêté ; à savoir qu'il doit exercer en toute probité et exactitude, et observer scrupuleusement les règles professionnelles.

Nous exerçons un service public qui comporte un certain nombre de vicissitudes liées à sa technicité parce que le notaire, conformément à la

loi, est le premier professionnel dont l'énonciation des actes fait foi et ses actes sont applicables sur toute l'étendue du territoire national. Cela voudrait dire que tout acte notarié s'impose ; est pérenne, préconstitué, irréfugable et exécutoire. Dans ce sens, c'est un pouvoir que les pouvoirs publics nous donnent à l'effet justement de faire que nous aidions les magistrats du contentieux ou des tribunaux à faire aisément leur travail au travers de la preuve. Donc, nous sommes les spécialistes de la preuve.

LDB : Avec l'arrivée d'un nouveau ministre à la tête de la Justice, comment entendez-vous vous y mettre pour éviter des dérapages souvent décriés et comment appréciez-vous cette mutation ?

M B E F P : Nous nous retrouvons ce jour justement à l'effet de statuer sur toutes ces questions, comment régler ou réguler le travail du service notarial au travers de ses acteurs que sont les notaires par l'observation stricte des textes qui nous commandent. J'entends par là, la loi 017/89 du 29 septembre 1989, instituant la profession du notariat. J'entends aussi la convention sinon la loi adoptée à Lima, au Pérou qui institue le code de déontologie du notariat et nous avons enfin les différents règlements intérieurs et d'autres textes subséquents qui rappellent au notaire son devoir primaire, celui d'assurer et de rassurer son usager. L'usager du service public du notariat doit se sentir en confiance, en protection et sécurité.

LDB : Votre « noble » profession semble être méconnue du grand public, comment expliquez-vous cela ?

M B E F P : Oui, il y a un problème de communication. Nous, notaire, avons cette obligation professionnelle et déontologique de pouvoir communiquer et faire que la profession soit dûment connue du public même au fin-fond du village, parce que nul n'est censé ignorer la loi. Il existe une loi sur le notariat qui régule

cette profession. Cette loi doit être connue et nous devons toujours donner l'information sur cette profession. Lorsque vous voyez les professions de la justice, elles sont symbolisées par une balance ayant deux plateaux. Un premier plateau qui est symbolisé par le notaire distribuant la justice pacifique ; le deuxième est symbolisé par le magistrat qui distribue la justice contentieuse. Lorsque vous saisissez le notaire, il a pour devoir de cramer, nous sommes comme des sapeurs-pompiers. Vous voulez mettre en place un acte, vous saisissez votre notaire qui rédige l'acte dans les règles de l'art pour vous éviter des procédures judiciaires. Lorsqu'une difficulté se manifeste dans l'exécution de la décision ou de cet acte, le notaire interpelle la partie fautive et lui fait un commandement d'exécution à l'issue duquel il oppose la formule exécutoire. Il s'agit d'une formule qui fait que l'acte pris par le notaire s'érige en décision de justice. A partir de ce moment, on n'a plus besoin d'aller au tribunal. C'est autant dire qu'il y a des juges pacifiques, les notaires. On doit toujours se servir, par exemple, dans le règlement des successions. Au niveau du tribunal, on prend des jugements d'hérédité. Quant à nous, nous prenons des notoriétés après décès ; ce sont deux actes, quoique différents, qui jouent le même rôle.

Propos recueillis par Parfait Wilfried Douniama

VIH-SIDA

L'ONG Azur Développement œuvre à la protection du couple mère-enfant

L'Organisation non gouvernementale en collaboration avec huit associations de Personnes vivants avec le VIH (PVVIH) et de lutte contre le VIH-Sida a entamé, le 31 août à Brazzaville, une séance de recyclage des agents communautaires et du personnel de santé sur la planification familiale, sous la coordination de Blandine Louzolo.

Cette formation de deux jours est subventionnée par le Projet d'appui à la réponse communautaire dans l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (Pacf) dont la rédaction de la proposition complète avait été appuyée par l'Onusida.

Le projet cible 4500 jeunes filles, 2700 couples en âge de procréer appelés à adopter des comportements et pratiques sexuels à moindre risque pour éviter le VIH aux moyens des séances de sensibilisation et de dépistage de proximité.

Par cette formation, le projet veut



Une séance de recyclage des agents communautaires et du personnel de santé sur la planification familiale.JPG

également accroître le nombre de femmes enceintes reçues en consultations prénatales dans les Centres de santé intégrés (CSD). Il tient aussi à sensibiliser plus de 9.000 femmes enceintes à l'urgence de la consultation prénatale.

A terme, le projet compte informer 6.000 personnes séroposi-

tives dont 50% seront éduquées sur les méthodes contraceptives modernes pour prévenir les grossesses non désirées et 100% profiteront d'un appui psychologique, nutritionnel, juridique et économique.

De même, 90% de femmes séropositives enceintes seront accompagnés médicalement. Par contre

le personnel de neuf hôpitaux sera sensibilisé à la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des personnes séropositives.

Plus de 61.200 préservatifs masculins et féminins seront distribués à la faveur des causeries éducatives qu'animerait l'ONG Azur Développement lors des séances des consultations préna-

tales dans les hôpitaux et CSI.

A Brazzaville, cinq associations mettent en œuvre ce projet en étroite collaboration avec les hôpitaux et les centres de santé locaux. Par exemple, la directrice exécutive de l'Association Femmes Solidarité (AFS), Emma Tsoulou, a exposé sur l'expérience des activités réalisées, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées.

« Lors de séances éducatives, nous nous efforçons à éclairer les notions et concepts clés pour nos auditeurs. Nous constatons que ces femmes prennent souvent leurs décisions après s'être suffisamment informées du sujet. Elles apprennent par exemple l'importance de l'espacement des naissances », a souligné Emma Tsoulou.

L'oratrice a précisé avoir relevé aussi, pendant ces séances éducatives avec les femmes enceintes, l'urgence des préparatifs économiques, psychologiques, financiers et physiques pour un couple en quête d'enfants.

Fortuné Ibara



La Qualité à petit prix



Fil TH 1,5



7.000 FCFA



Fil TH 2,5



10.900 FCFA



Schneider
Electric
Domaé

2.900 FCFA

legrand
Prise Kaptika



400 FCFA



legrand
Multiprise 2P+T

6.900 FCFA

legrand
Hublot Rond



4.400 FCFA

6 Avenue Foch, près de la Mandarine Centre Ville Brazzaville République du Congo
Tél : 06 908 19 98 - 05 772 47 47 www.celecsa.com

L'Afrique en bref

Somalie-attentat. Au moins cinq personnes ont été tuées et près de 30 blessées mardi dans un attentat-suicide contre un hôtel de la capitale somalienne Mogadiscio, non loin du Palais présidentiel, et revendiqué par les islamistes shebab affiliés à Al-Qaïda. Le véhicule piégé a d'abord forcé un premier barrage à quelques centaines de mètres de l'hôtel, a expliqué Mohamed Abdulkadir, un policier somalien. «Les forces de sécurité ont ensuite ouvert le feu sur le véhicule avant que celui-ci n'explose». L'attaque a aussitôt été revendiquée par les shebab. L'hôtel est situé à proximité de l'enceinte ultra-sécurisée de la Villa Somalia, complexe fortifié abritant la présidence somalienne et les bureaux du Premier ministre.

Libye-jihadistes. Les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont annoncé lundi soir, avoir chassé «totalement» les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) d'un des deux derniers quartiers qu'ils contrôlaient dans leur ex-bastion de Syrte. Les jihadistes sont désormais acculés dans le Quartier N°3, de la ville qu'ils avaient conquise en juin 2015, ont affirmé les forces du GNA. «Le prix était élevé mais nous avons libéré» le Quartier N°1, a confirmé à l'AFP Reda Issa, porte-parole des forces loyalistes, à l'issue de violents combats qui ont fait près de 50 morts et de 200 blessés parmi les troupes du GNA depuis dimanche.

Libye-armes. La Libye a expédié vers l'Europe ses dernières armes chimiques, s'assurant ainsi qu'elles ne puissent tomber entre les mains de groupes extrémistes actifs dans ce pays rongé par l'instabilité et la violence. Sous la supervision de l'ONU, un navire danois a quitté samedi le port de Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, pour transporter les stocks d'armes chimiques vers l'Allemagne, ont annoncé mardi des responsables. Cette opération intervient au terme d'un processus engagé par le GNA, appuyé par la communauté internationale. Il avait demandé l'aide internationale pour en finir avec la menace que faisait peser la présence de telles armes héritées du régime de Mouammar Kadhafi.

Nigeria-pétrole. Un groupe armé a revendiqué mardi le sabotage d'un oléoduc appartenant à la compagnie pétrolière du Nigeria en représailles à l'opération lancée par l'armée pour mettre fin aux attaques d'installations qui touchent le sud pétrolier du pays. La semaine dernière l'armée nigérienne a lancé l'opération Sourire de Crocodile près de la ville de Warri. Elle a annoncé avoir tué cinq militants samedi dernier et en avoir arrêté 23 autres dans un raid.

Libye-migrations. Les gardes-côtes italiens ont annoncé lundi soir, avoir coordonné le secours d'environ 6.500 migrants au large de la Libye, l'une des journées les plus chargées de ces dernières années en Méditerranée.

Soudan du Sud. Soixante soldats sud-soudanais ont été jugés par une cour martiale pour des crimes qu'ils sont accusés d'avoir commis au cours des combats meurtriers de juillet entre des partisans du président Salva Kiir et de l'ancien vice-président Riek Machar à Juba, a déclaré lundi le porte-parole de l'armée. Ces soldats ont notamment été jugés pour meurtre, pillage, usage d'armes à feu et vagabondage et «les sentences ont été communiquées aux autorités supérieures», et l'armée «attend l'approbation du président» avant de dévoiler le nombre exact de militaires condamnés, ainsi que leurs sentences, a assuré à l'AFP le général Lul Ruai Koang. Deux officiers ont été reconnus coupables de meurtre.

Egypte-économie. Le Parlement égyptien a adopté lundi l'instauration d'une Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une des réformes promises en échange d'un futur prêt de 12 milliards de dollars du FMI.

Source AFP

RÉSEAUX SOCIAUX

Les utilisateurs de WhatsApp vont désormais recevoir des publicités

Les utilisateurs de l'application de messagerie WhatsApp vont désormais recevoir des messages publicitaires. C'est là le changement majeur que Facebook a décidé d'introduire dans le fonctionnement de WhatsApp, qu'il avait racheté en 2014 à 22 milliards \$, un montant record pour une application.

L'application de messagerie précise ainsi son modèle économique. Désormais, Facebook aura accès aux informations des utilisateurs de WhatsApp, notamment leur numéro de téléphone. Ainsi, Facebook pourra « faire des suggestions de produits (par exemple d'amis, de connexions ou de contenus intéressants) et afficher des offres et des publicités pertinentes ». WhatsApp annonce des propositions de contenus pertinents qui vont permettre de lutter contre les spams et les abus. Les entreprises profiteront également des nouvelles orientations données à WhatsApp. Elles

pourront ainsi envoyer des messages publicitaires ciblés. L'utilisateur aura le choix de passer des commandes, d'effectuer des transactions, de recevoir des bons ou des avis de livraison de marque. Il pourra même recevoir des offres de marketing. Toutefois, WhatsApp rassure ses utilisateurs que la confidentialité de leurs conversations sera préservée, et que Facebook n'aura accès ni aux conversations, ni aux photos, vidéos et documents partagés.

De plus, l'utilisateur de WhatsApp a la possibilité de refuser de partager ses données avec Facebook, notamment son numéro de téléphone. Deux options lui sont, en effet, offertes. Au moment de lire et d'accepter les nouvelles conditions d'utilisation, l'utilisateur peut marquer son refus. A posteriori, il dispose de 30 jours pour se rétracter, en allant dans Paramètres>Comptes>Partager infos compte.

Agence Ecofin

estem Maroc

double diplomation Franco-Marocaine en :

- BACHELIER en Sciences et Technologies de l'Information et des Communications avec l'Université de SAVOIE
- LICENCE en Génie Civil ; Bâtiments, Ponts & Chaussées
- LICENCE en Génie des Procédés ISA BTP BIARRITZ
- LICENCE en Business et Marketing avec l'ESC Brest

parcours Grande Ecole en :

- Marketing Digital et Stratégies Numériques
- Génie Financier
- Finance Islamique
- Comptabilité, Contrôle & Audit (CCA)
- Entrepreneurat & Intelligence Economique
- International Logistics & Supply Chain
- Management
- Gestion des Ressources Humaines

Les Classes Prépas : Economiques et Scientifiques (Top five des meilleurs résultats aux différents concours Français et Marocains)

Facultés des Sciences Juridiques et politiques Option :

- Droit des Affaires
- Sciences Politiques

Des diplômes d'Ingénieurs Accrédités par l'Etat en :

- Génie des Systèmes & Réseaux Informatiques
- Génie des Réseaux & Télécommunications
- Génie Industriel
- Génie Electrique
- Génie Minier & Pétrochimie
- Génie logiciel





Information au Congo-Brazzaville
05 . 367 . 88 . 37
 0212 . 636 . 510 . 424 (whatsapp)
[stem.congo@estem.ma](mailto:estem.congo@estem.ma)

ESTEM, 4 - 6 rue Moussa Bnou Nouceir, Bd.Moulay Youssef
 Quartier Gauthier - 20060 Casablanca Maroc
0522 . 260 . 260 information@estem.ma
www.estem.ma



**VOTRE AGENCE AIRTEL
DE CASINO SE DÉPLACE
AU ROND-POINT DE LA GARE
À PARTIR DU 5 SEPTEMBRE
2016**



GABON

Le président Bongo déclaré réélu, émeutes à Libreville

Des émeutes ont éclaté mercredi dans la capitale gabonaise, Libreville, dès l'annonce de la réélection du président Ali Bongo Ondimba devant l'opposant Jean Ping, qui s'est auto-proclamé vainqueur en accusant le pouvoir de fraude.

Selon les résultats officiels, le président sortant a été réélu pour un deuxième septennat avec 49,80% des suffrages devant Jean Ping (48,23%), ex-cacique du régime du défunt Omar Bongo, père de l'actuel chef de l'Etat qui a dirigé ce petit pays pétrolier d'Afrique centrale pendant 41 ans jusqu'à sa mort en 2009. Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants criant « Ali doit partir » ont éclaté juste après que le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet-Boubeya, a proclamé les résultats officiels provisoires du scrutin à un tour tenu samedi dans le calme.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes pour repousser les manifestants qui voulaient s'approcher du siège de la Commission électorale, ont constaté des journalistes de l'AFP. Armée, forces de

police anti-émeutes, gendarmes cagoulés ont bloqué la circulation sur la voie express, l'un des principaux axes de la capitale avec des canons à eau et des blindés légers. Malgré les lacrymogènes, des centaines de personnes tentaient de converger sur la voie express, parfois en brûlant des pneus. « Jean Ping président », « On nous a volé les élections », criaient les manifestants. Des hélicoptères tournaient dans le ciel et des colonnes de fumée s'échappaient de plusieurs quartiers populaires.

Des troubles ont également éclaté à Port-Gentil, la capitale économique où des violences avaient déjà marqué la première élection d'Ali Bongo en 2009.

Victoire étriquée

Dans ce scrutin très serré, dont Jean Ping, 73 ans, rejette les résultats et dont il

s'était proclamé vainqueur, faisant craindre des troubles post-électorales, le président sortant, âgé de 57 ans, devance son rival de 5.594 voix, sur un total de 627.805 inscrits. Le taux de participation a été de 59,46% avec 356.890 suffrages exprimés, Ali Bongo recueillant 177.722 voix et Jean Ping 172.128.

Une province fait exception par son taux de participation, celle du Haut-Ogooué, berceau de la famille Bongo, où la participation atteint, selon les résultats officiels, 99,93%. Ali Bongo y a recueilli 95,46% des suffrages, selon ces résultats.

L'opposition conteste ces chiffres et a demandé en vain un comptage des voix bureau de vote par bureau de vote.

« Jean Ping réaffirme vigoureusement, en accord avec l'Union européenne et les Etats-Unis, que le recomptage bureau par bureau, devient le seul moyen de garantir désormais la loyauté du scrutin », ont indiqué son chargé de

communication au Gabon, Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, et son avocat à Paris, Me Eric Moutet. Face aux craintes de troubles, les pressions s'étaient multipliées dans les heures qui ont précédé le vote de la Commission électorale pour reprendre les résultats bureau de vote par bureau de vote. Fait unique dans l'histoire politique du pays, le secrétaire général du Parti démocratique du Gabon (PDG), au pouvoir depuis des décennies, a pris ses distances avec le président sortant. Le numéro deux du parti, Faustin Boukoubi, a encouragé la commission « à prendre toutes les dispositions idoines afin de publier des résultats fondamentalement crédibles ».

Pressions internationales

Les pressions sont aussi venues de la France, l'ex-puissance coloniale, et de l'Union européenne.

A Paris, le quai d'Orsay a demandé aux autorités « d'assurer transparence et impartialité dans la publication des résultats ». « De même, les éventuelles contestations qui

suivront devront emprunter les voies de recours ouvertes par la loi », a-t-il ajouté.

Bruxelles, a pour sa part demandé aux autorités gabonaises de « publier les résultats par bureau de vote », et non au niveau national, au nom d'une « pleine transparence », dans une déclaration des services de la chef de la diplomatie européenne, Fédérica Mogherini. Mardi, Jean Ping avait répété qu'il se considérait vainqueur. L'entourage du président Bongo évoquait également depuis samedi une « avance » qui lui garantirait la victoire. Ex-baron du régime du président Omar Bongo, opposant tardif après l'élection de son fils Ali en 2009, Jean Ping prétend mettre fin au règne de la famille au pouvoir depuis 1967. Ali Bongo a défendu son bilan avec des « investissements sans précédent » et la diversification de l'économie, en promettant « l'égalité des chances » et de faire mieux dans le domaine du logement.

Source : AFP





SMARTPHONE HUAWEI Y221

- * Technologie 3G : Oui
- * Ecran : 3,5"
- * Dual SIM : Oui
- * Système : Android 4.4
- * Garantie : 1 an



47.500

FCFA HT

TABLETTE HUAWEI 3G T1

- * Ecran : 7 "
- * Epaisseur : 8,5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0



99.000

FCFA HT

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

NIGÉRIA

Dangote et Bono volent au secours des victimes de Boko Haram

Après avoir visité des camps de déplacés du nord-est du Nigéria, le Nigérian Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, s'est associé avec le chanteur de U2, Bono, pour venir en aide aux 2,6 millions de déplacés du conflit avec le groupe islamiste, Boko Haram.

Bono a déclaré que les deux hommes voulaient « se rendre utiles », sans préciser sous quelle forme. Dangote et Bono, en compagnie de l'ancien secrétaire d'Etat britannique pour le développement international, Douglas Alexander, se sont aussi rendus dans la capitale fédérale nigérienne dans le cadre de la campagne de ONE, une organisation internationale qui regroupe de riches hommes d'affaires et des célébrités.

Les deux philanthropes ont été reçus par le vice-président, Yemi Osinbajo, qui a salué ce partenariat international, devant assurer une réponse ciblée à la crise humanitaire grandissante dans le nord-est du pays. « Dire qu'un pays seul peut gérer ce type de crise, qu'il peut gérer 2 millions de déplacés avec parmi eux des enfants, ce serait irresponsable », a-t-il affirmé. De retour de Maiduguri, la

capitale de l'Etat du Borno et ancien fief de Boko Haram, le milliardaire nigérian a promis de continuer l'aide qu'il apporte au pays depuis plusieurs années à travers sa fondation personnelle. Aliko Dangote a récemment donné 2 milliards de nairas (5,6 millions d'euros) à l'Etat du Borno pour aider à sa reconstruction, ainsi que des camions de nourriture et 400 millions de nairas (1,1 million d'euros) pour les réfugiés.

Les Nations unies, à travers leur rapporteur pour les déplacés au Nigeria, Chaloka Beyani, ont appelé le gouvernement nigérian à prendre des mesures pour résoudre cette crise « qui dépasse toutes les lignes rouges de l'urgence ». Depuis le mois de juin, de nombreuses ONG demandent une mobilisation massive pour faire face à ce que Médecins sans frontières qualifie de « catastrophe humanitaire » laissée par le conflit avec Boko Haram qui a fait plus de 20.000 morts, et 2.6 millions de déplacés depuis 2009. Près de 50.000 enfants risquent de mourir de faim d'ici à la fin de l'année, dans le nord-est du Nigeria particulièrement touché, selon les estimations de l'Unicef.

Josiane Mambou Loukoula

PRÉSIDENTIE DE LA COMMISSION DE L'UA

Abdoulaye Bathily choisi comme candidat unique pour la CEDEAO

Dans l'optique des préparatifs du prochain vote qui aura lieu, fin janvier 2017 à Addis Abeba, en Ethiopie, pour élire le nouveau président de la commission de l'Union africaine (U.A.), les chefs d'Etat membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont choisi le sénégalais, Abdoulaye Bathily, comme leur candidat unique.

Le choix porté sur ce haut cadre et représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale a été rendu officiel, le 27 août dernier à Nairobi au Kenya, notamment au terme du sommet extraordinaire de la Cé-

déao. « Les chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique de l'Ouest auront à voter pour Abdoulaye Bathily, afin qu'il succède à la Sud-Africaine, Dlamini Zuma, dont le mandat a été rallongé », précise le communiqué final sanctionnant la fin des travaux du sommet extraordinaire.

En effet, selon ce communiqué final, publié en juillet dernier à Kigali au Rwanda, où s'était tenu le 27^e sommet de l'Union africaine, il était prévu l'élection du nouveau chef de la Commission. Malheureusement, cette élection avait été reportée à janvier 2017. Car, pendant le déroulement du vote, aucun des trois candidats officiels notamment : le ministre des Affaires étrangères du Botswana, Ponomi

Venson-Moitoi et celui de la Guinée équatoriale, Agapito Mba Mokuy, sans oublier l'ancienne vice-présidente de l'Ouganda, Specioza Wandira-Kazibwe, n'avaient obtenu les deux tiers des voix requis. Ce qui a permis, selon le communiqué, de rouvrir la liste des candidats à l'élection d'un nouveau président de la Commission de l'UA. Notons que malgré l'avantage qu'il bénéficiera de l'appui et du soutien des pays de la Cédéao, le représentant des Nations unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, aura comme opposant de taille à cette élection le Tanzanien Jakaya Kikwete, dont la candidature a été annoncée lors du sommet de Kigali.

Rock Ngassakys

COP22

Les pays du Maghreb se préparent

Le Maroc accueille la première réunion de concertation sous-régionale, en préparation de la 22^e session de la Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (COP 22), prévue du 7 au 18 novembre à Marrakech.

Depuis trois jours, se tient une réunion des hauts fonctionnaires de la région du Maghreb, organisée conjointement avec le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union du Maghreb Arabe (UMA), avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Cette réunion de haut niveau représente une opportunité pour discuter des questions de fond sur les moyens et modalités de mise en œuvre des engagements nationaux liés à l'agriculture,

et d'examiner la collaboration potentielle avec la FAO et le rôle du financement climatique », a déclaré le représentant régional de la FAO au Proche Orient et l'Afrique du Nord, Abdessalam Ould Ahmed.

Cette réunion est la première d'une série de concertations sous-régionales, sponsorisées par la FAO pour discuter les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) des pays du Maghreb. Les priorités individuelles et collectives des pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) dans le secteur de l'agriculture durable et du changement climatique seront discutées, ainsi que les possibilités de financement pour assister les pays à réussir leurs objectifs et engagements. Les participants échangeront leurs idées sur les thématiques prioritaires liées à l'agriculture et les initiatives internationales, y com-

pris l'initiative d'adaptation africaine et l'initiative régionale sur la rareté de l'eau. Des représentants des ministères de l'environnement, de l'agriculture et de l'eau y participeront, ainsi que les points focaux nationaux du Fonds pour l'environnement mondial (GEF), le Fonds vert pour le climat (GCF), et des experts de la FAO. La majorité des pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ont déjà inclus l'agriculture, la foresterie et la pêche dans leurs contributions au niveau national, qui seront présentés à la COP 22. Pour Abdessalam Ould Ahmed : « L'agriculture va être considérablement affectée par le changement climatique mais l'agriculture durable peut aussi faire partie des solutions envisagées pour combattre ce même changement climatique. »

J.M.L.

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

REMERCIEMENTS

La famille Siangany adresse ses vifs remerciements aux parents, amis et connaissances pour leur assistance et leur soutien multiforme lors du décès de leur cher père Siangany Luc, survenu le 21 août 2016 à Brazzaville. Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude.



NÉCROLOGIE

Wilfried Olo, agent des Dépêches de Brazzaville, Siméon Odia Ngoteni, Muller Patrick Ognanguet, Iglesias Ondele, Ravel Rud Odicas Okoueke ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère et fils Blanchard Olivier Ngoteni, survenu le 25 août 2016 à Pointe-Noire.



La veillée mortuaire se tient au n°1178, rue Owando à Ouenzé (croisement avenue des Chars). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

NÉCROLOGIE



La famille Mouanga et les enfants ont le profond regret d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur frère, oncle et père le colonel à la retraite Lazare Mouanga, survenu le dimanche 21 août 2016 à Angers en France.

La veillée mortuaire se tient au 1624 avenue des 3 martyrs Batignolles (arrêt Papa gaz)
Le programme d'arrivée de la dépouille fera l'objet d'un communiqué ultérieur.



L'adjudant Yvon Poko Mekoyo informe familles, amis et connaissances le décès de son père Antoine Poko, survenu le 22 août 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 17, rue Manga à Talangaï (arrêt Libanga ya talo).
Le programme des obsèques vous sera communiqué prochainement.

IN MEMORIAM

03 septembre 2013 - 03 septembre 2016, voici trois ans que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle et grand-père, l'honorable Matouridi Louis de Gonzague, ancien député du MCDDI de la 2^e circonscription de Mbanza-Ndounga.

La veuve Matouridi née Diamouangana Delphine, le capitaine Adelin Bertrand Matouridi, officier de la Gendarmerie nationale, Serge Matouridi Kouba et Gisèle Nzoumba Matouridi et la famille Nsembo prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Une messe d'action de grâces sera dite ce samedi 3 septembre à 06h00 en les paroisses Saint-Kizito à Makélékélé, Saint-Esprit de Mougali et dimanche 4 septembre à 11h00 à Saint-Esprit de Mougali. Papa, nous ne t'oublierons jamais.



CULTURE DE PAIX

Le School family jugé apte à intégrer les clubs de l'Unesco



Photo de famille entre les responsables de la Fecasu et les jeunes du club School family (DR)

L'annonce a été faite par le président de la Fédération congolaise des clubs, centres et associations de l'Unesco (Fecasu), et vice-président de la Confédération africaine des clubs Unesco, Jules Charles Kouba, lors de sa visite au siège de ce club, le samedi 27 août dernier.

Organe de coordination, la Fecasu a pour but d'encadrer les jeunes, de les façonner et de les éduquer à organiser leurs clubs. C'est dans ce contexte que son président et sa secrétaire sont allés voir comment les jeunes s'organisent au sein de School family. En effet, ces jeunes ont manifesté le désir de faire partie de la Fecasu. Or, dans la démarche, les responsables de la Fecasu mènent une petite enquête préalable, notamment en cherchant à savoir comment les jeunes se retrouvent, comment ils se réunissent, s'organisent et dans quel environnement ils travaillent. C'est afin de toucher du doigt ces réalités que les responsables de la Fecasu se sont rendus au siège du club School family. « Nous sommes convaincus que ce n'est pas un club fictif et sommes heu-

reux de constater que les jeunes travaillent, réfléchissent. A titre d'exemple, nous avons suivi leurs discussions autour d'un thème aussi important que la délinquance juvénile. Ce sont des actions à encourager. Ça fait plaisir de voir des jeunes en train de raisonner, d'échanger, de se compléter. Nous pensons qu'ils ont déjà le quitus et prochainement nous viendrons les installer en tant que club de l'Unesco. Le choix du jour dépendra d'eux et nous viendrons juste pour la cérémonie d'usage », a déclaré le président de la Fédération congolaise des clubs, centres et associations de l'Unesco, Jules Charles Kouba. Il a également donné le sens des clubs Unesco qui existent dans tous les pays. « L'Unesco a-t-il a poursuivi, est la seule institution des Nations unies qui a des clubs dans tous les pays. Ces clubs sont une espèce de relais entre l'Unesco et la population (le grand public). Les missions de l'Unesco étant de faire la promotion de la culture, la science, l'éducation ..., il nous revient de faire cette transition entre l'Unesco et les clubs qui sont des milieux

d'éducation des jeunes. Nous les tenons au courant aussi de l'actualité mondiale ».

Le club School family qui a pour devise « Amour- solidarité et entraide » a été créé pour rassembler les amis, a précisé Giresse Loula Matoko, son vice-président. C'est un club des étudiants venus de plusieurs facultés (sciences, lettres...). Parlant du thème débattu le jour, à savoir « La délinquance juvénile », le vice-président du School family, a dit qu'il s'agit d'une formule qu'ils ont créées pour se différencier de plusieurs groupes existants. Ils n'ont pas voulu que ce soit une mutuelle, mais un club de réflexion qui apporte des pistes de solutions aux débats qu'ils organisent.

Notons que la Fédération congolaise des clubs, centres et associations de l'Unesco (Fecasu) regorge d'une vingtaine de clubs actifs au niveau de Brazzaville ; une dizaine au niveau de Pointe-Noire ; un club au niveau de Dolisie et un club au niveau de Ouesso. Par ailleurs, elle se bat pour que ces clubs de l'Unesco puissent exister sur tout le territoire national.

Bruno Okokana

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO

La Fecotae innove avec la mise en ligne d'un portail web

www.taekwondocgbrazza.org

La Fecotae fait sa grande entrée sur le web. Sur le site les sportifs et sympathisants peuvent s'informer sur les activités de Taekwondo. Il offre également les espaces pour les annonceurs qui voudraient faire de la publicité. En dehors du site, l'E-mail de la fédération est : fecotae.cg@gmail.com et la Fédération Congolaise de Taekwondo comme page Facebook.

DIALOGUE

Démarrage sur fond de contestation

C'est en principe ce 1er septembre que s'ouvre à Kinshasa le Dialogue politique tant attendu.

C'est avec optimisme que le facilitateur entrevoit la suite du processus espérant que le dialogue récoltera autant de succès que les travaux du comité préparatoire qui, à ses yeux, aura mobilisé un échantillon représentatif des forces vives du pays. En tout cas, pour Edem Kodjo, le décor est déjà planté pour démarrer effectivement les travaux quand bien même une partie de l'opposition en sera absente. En effet, les dernières tentatives pour ramener le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, la coalition des partis politiques cristallisés autour du tandem Tshiseke-

di-Katumbi, n'ont hélas pas produit d'effet. Cette plate-forme continue de réclamer le respect de certains préalables avant de participer au dialogue et de récuser le facilitateur tout en réaffirmant l'intangibilité de la Constitution en ce qui concerne le respect du délai mandat présidentiel. Les autres exigences portent notamment sur la « libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion » et la réouverture des médias privés fermés.

Ces revendications du Rassemblement, la majorité estime les avoir déjà vidées à travers les mesures de décrispation prises récemment par le pouvoir. LUDPS, le G7 et autres partis politiques affiliés ont finalement résolu d'évoluer en marge du dialogue et entendent exprimer

leur désapprobation via une série d'actions pacifiques de rue. Une stratégie qui, visiblement, ne semble pas émouvoir le facilitateur plus que jamais déterminé à composer avec ceux qui sont disponibles. « Si l'UDPS ne veut absolument rien entendre et que les choses doivent demeurer en l'état, nous irons au dialogue avec les volontaires, avec ceux qui sont là et qui sont de plus en plus nombreux d'ailleurs », a martelé Edem Kodjo.

Qu'en est-il de l'inclusivité ?

Ce qui tend à remettre en cause la portée même de l'inclusivité du dialogue dès lors qu'une frange importante des forces politiques et sociales du pays ne sera pas représentée à ces assises. Entre-temps, l'on continue à s'interroger sur les critères de sélection des partici-

pants à ce forum dont beaucoup y sont à titre individuel, sans mandat de leurs partis politiques et associations respectifs. Autant les regroupements politiques anti-dialogue ont renié leurs membres ayant participé à la réunion préparatoire jusqu'à les radier pour trahison, autant la société civile, la « vraie », dit ne pas se reconnaître en ses délégués choisis sur des bases subjectives.

C'est donc sur fond de ces contestations que s'ouvre ce jeudi le dialogue avec, en arrière-fond, l'inégalité de quota réservé aux composantes. De quoi finalement s'interroger sur la capacité de ces assises à baliser le chemin des élections apaisées, à sceller la cohésion des âmes autour d'un idéal commun et à encourager, dans un élan

patriotique collectif, les conditions d'une véritable réconciliation nationale autour des valeurs républicaines. L'autre difficulté est relative au contenu même du dialogue. De quoi va-t-on finalement débattre ? Faudra-t-il discuter de l'alternance politique ou privilégier plutôt l'organisation des élections qui pourrait déboucher sur l'alternance ? Le débat laissé en suspens lors des travaux préparatoires va certainement s'inviter au dialogue proprement dit laissant présager un difficile consensus quant à ce. En tout état de cause, c'est un saut vers l'inconnu que les deux cents délégués vont faire sans forcément avoir la maîtrise de l'enjeu.

Alain Diasso

Jean-Bertrand Ewanga démissionne de l'UNC et crucifie Edem Kodjo

Ce proche de Vital Kamerhe qualifie de dangereuse l'orientation politique actuelle de son parti par rapport au dialogue.

claire et manifeste de la majorité c'est le changement de la Constitution », a-t-il fait savoir. Il pense que ce dialogue est contrôlé par la

Alors qu'on s'y attendait le moins, surtout pas à la veille de la tenue du dialogue annoncée pour ce 1er septembre, Jean Bertrand Ewanga, jusqu'à quelques heures secrétaire général de l'UNC, a décidé de démissionner. Dans une lettre adressée le 30 août au président de ce parti, Vital Kamerhe, ce député connu pour son franc parler, n'est pas allé dans la dentelle pour lui présenter sa démission. Celle-ci, comme il l'écrit dans sa lettre,



Jean Bertrand Ewanga

est l'expression de son désaveu vis-à-vis de la démarche actuelle de l'UNC en rapport avec la question de la tenue du dialogue qu'il estime « comporter un danger pour l'avenir démocratique de notre pays ». Chef de file de ce parti d'opposition au comité préparatoire où il a pris une part active, Bertrand Ewanga vient de créer la sensation avec cette démission pour le moins inattendue. Le désormais ex-secrétaire général de l'UNC dénonce par le fait même le virage dangereux qu'est en train de prendre la RDC à travers ce dialogue qui cacherait, d'après lui, des visées de changer la Constitution. « J'ai été au comité préparatoire et je me suis rendu compte que c'est un environnement de piège [...] Et aussi j'ai noté, dans les apartés, dans les couloirs, que la volonté

majorité qui en dicte le tempo et qualifie de « débauchés » les acteurs politiques de l'opposition qui envisagent de participer à ce forum.

Jean Bertrand Ewanga déclare avoir pu établir l'acointance d'Edem Kodjo avec le pouvoir à travers la police complaisante des débats et que l'ex-Premier ministre togolais est neutralisé par la majorité qui téléguide les travaux. Il soutient, par ailleurs, avoir renoncé à sa fonction de secrétaire général de l'UNC pour « ne pas faire ombrage à la direction prise par le président du parti, Vital Kamerhe, qui est pour le dialogue ». Tout en restant membre effectif de l'UNC, il a déclaré qu'il continuera néanmoins à la servir en tant que membre co-fondateur.

A.D.

TUERIES DE BENI

La communauté Nande de Kinshasa appelle à la solidarité nationale et internationale

Dans une interview exclusive accordée aux Dépêches de Brazzaville, en marge de la quatrième édition du Forum social congolais tenue du 28 au 30 août dans la capitale congolaise, le premier vice-président de Kyaghanda de Kinshasa, Jérôme Paluku Kandu, appelle à se lever afin de lutter contre toute tentative qui tend à affaiblir la communauté nationale tout entière.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous êtes le premier vice-président de la Communauté nande, Kyaghanda, de Kinshasa. Comment justifiez-vous la forte présence de votre communauté à la quatrième édition du Forum social congolais ?

Jérôme Paluku Kandu : Notre présence à la quatrième édition du Forum social congolais nous l'expliquons par le fait que c'est une rencontre nationale qui réunit tous les mouvements sociaux, tous les agents de développement et toutes les personnes éprises de paix. Nous, la communauté nande de Kinshasa, nous sommes arrivés ici pour porter haut la voix de nos frères et sœurs, de nos enfants, de nos grand-pères massacrés à Beni, éventrés, abattus sans raison. Nous sommes venus dire à tous ceux qui sont en ce lieu que la situation qui se passe à Beni peut également se passer dans certaines autres parties du pays et peut déranger le pays tout entier. Nous sommes venus exhorter tout le monde à prendre cette affaire en main en vue de la dénoncer fortement et dire que l'on doit cesser d'abattre les gens pour rien.

LDB : Sur place à Kinshasa, quelles actions avez-vous déjà menées ?

JPK : Nous avons contacté plusieurs personnalités et autorités. Nous sommes allés aux ministères de l'Intérieur et de la Défense où nous avons expliqué cette situation aux deux ministres, nous sommes allés, le 18 mars 2016, au Palais du peuple où nous avons été reçus par le président de la chambre basse du Parlement pour demander que la question soit mise à l'ordre du jour de la session qui vient de se terminer. Dieu merci, la question a été mise à l'ordre du jour. Bien qu'elle ait été traitée à huis-clos, cela nous a permis d'obtenir des recommandations élaborées par les élus qui ont défendu cette cause.

LDB : Quel est le message que vous lancez, à ce jour, à la population congolaise, à la population nande et à toute la communauté nationale et internationale ?

JPK : À la communauté nationale d'abord, nous demandons la solidarité de tout le monde. Nous rappelons que la partie est de notre pays fait partie de la RDC. Nous lui rappelons qu'une voix qui se lève à Beni, une voix qui se lève à l'Équateur, une voix



Le stand de la communauté nande lors des assises du Forum social congolais/ photo Adiac

qui se lève dans les Kasai est une voix congolaise et nous avons le devoir, en tant que société nationale, communauté nationale, de nous lever afin de lutter contre toute tentative qui tend à affaiblir la communauté nationale tout entière, et la communauté de l'Est, en particulier.

À la communauté internationale, qui a l'impérialisme sur les pays voisins de la RDC, que sont le Rwanda, l'Ouganda et du Burundi, des pays qui abritent un plus grand nombre de malfaiteurs qui viennent détruire notre pays, qui viennent tuer chez nous, nous demandons de faire davantage pression sur ces pays pour qu'ils arrêtent d'entretenir ces milices qui causent la mort et la désolation sur le territoire congolais. Vous n'êtes pas sans savoir que tous ceux qui ont commencé les rébellions dans l'est de la RDC, en partant du CNDP pour terminer au M23 et les autres groupes armés actifs au pays, la plupart des animateurs de ces rébellions sont soit au Rwanda soit au Burundi ou en Ouganda d'où ils sont prêts à faire des assauts pour détruire, tuer en RDC et se réfugier toujours dans ces pays cités. Nous attendons donc de la communauté internationale son action dans le sens de faire pression sur ces pays, pour cesser avec l'entretien de ces milices.

Lucien Dianzenza

QUATRIÈME ÉDITION DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Un appel à la communauté nationale et internationale

Après avoir peint un tableau sombre de la situation de la population congolaise, les participants aux travaux de Kinshasa ont émis des recommandations qui visent l'amélioration de ladite situation par la consolidation de l'égalité, de la justice sociale, de la démocratie et de la sécurité pour tous.

La quatrième édition du Forum social congolais s'est clôturée le 30 août sur un appel des parties prenantes, qui ont réaffirmé leur détermination à approfondir la lutte pour une société congolaise nouvelle qui valorise ses fils et ses filles et qui redistribue équitablement la justice et les richesses du pays. Les forces sociales de la République, réunies pendant ces trois jours de travaux, se sont dites révoltées contre la misère qui frappe la majorité de la population congolaise, dans un pays aux multiples richesses. « Nous sommes indignées par l'attitude des politiciens qui ne pensent qu'à leurs intérêts et non à ceux immédiats de la population », ont-elles dit. Les parties prenantes à cette édition du Forum social congolais sont passées des inquiétudes aux dénonciations pour exprimer leur idée sur le développement et l'avenir de la RDC. Elles se sont,



Les participants, lors du lancement des travaux/photo Adiac

par exemple, dites contre « les manœuvres de tout genre pur ne pas respecter la Constitution de la République dans ses multiples aspects », alors qu'elles se sont dites inquiètes de la manière dont le dialogue politique national est en train de se mettre en place en RDC et le manque des mesures structurelles adéquates encadrant l'enseignement dans le pays.

Ces forces sociales de la RDC, qui ont dénoncé les tueries incessantes et massacres des populations paisibles dans l'est du pays et principalement dans la région de Beni, alors que s'y concentrent des forces importantes des Nations unies et de la RDC, ont également fustigé la lenteur au niveau du Parlement, qui caractérise l'examen et l'adoption des projets des lois essentielles pour

la population. Il s'agit, selon elles, des projets de lois sur la mutuelle de santé, la couverture maladie universelle, le code minier, la protection des activistes des droits humains, l'accès à l'information, etc. « Nous en avons marre de la pénurie croissante d'eau courante et de l'électricité dans plusieurs foyers en milieu urbain et du manque pure et simple de ces énergies en milieu rural », ont dit les participants à ces assises.

Dénonçant la fiscalité nocive qui étouffe les efforts des pauvres congolais, le manque d'application de la loi sur le petit commerce, les tracasseries dont est victime la population, la non-prise en compte des personnes vivant avec handicap, la négligence, par le gouvernement, de l'agriculture familiale, le démantèlement de la législation du travail, les

politiques internationales en matières d'immigration et de la liberté de circulation des personnes, les participants aux assises de Kinshasa ont également fustigé l'hégémonie des institutions financières internationales, l'exploitation abusive des matières premières, la destruction des valeurs et cultures, la dégradation de l'environnement, l'insalubrité nocive des villes et villages, l'instrumentalisation des enfants par les politiques, etc.

Possibilité des alternatives concrètes à la gouvernance actuelle et au système politique

Les participants à cette rencontre ont réaffirmé leur attachement au processus du Forum social mondial et du Forum social africain ainsi que la suprématie des droits de l'homme, des droits à un environnement sain et des droits économiques et sociaux sur les exigences du capital, des investisseurs et des institutions financières internationales. Ils ont dit vouloir approfondir et accroître la convergence entre l'ensemble des forces sociales afin de mieux résister aux politiques injustes pour améliorer l'égalité, la justice sociale, la démocratie et la sécurité pour tous. Cependant, ils ont

également souhaité que les institutions d'appui à la démocratie en RDC soient absoutes de toute forme d'ingérence et prise en otage par les politiques. « Qu'elles soient réellement au service de la population et porteuses de ses aspirations en se profilant comme leur interlocuteur et défenseur direct », ont souligné les participants aux travaux.

Soutenant la tenue du dialogue politique national, dans le respect de la Constitution et en s'inscrivant dans la résolution 2277 des Nations unies, les forces sociales de la RDC ont dit encourager les organisations compétentes de la société civile à œuvrer urgemment pour la mise en place d'un observatoire dudit dialogue et à la redevabilité des acteurs de la société civile envers la population. Ces travaux ont été clôturés par des recommandations faites notamment au gouvernement, au Parlement, au Conseil économique et social. Des appels ont également été lancés en direction de la communauté internationale ainsi que les agences multilatérales et bilatérales de coopération et les organisations sœurs à travers l'Afrique et le monde.

Lucien Dianzenza

INTERVIEW

Marco Mbayabu : « J'ai vécu un festival exceptionnel »

L'humoriste lushois a fait un triomphe aux 48 heures du rire. Il était le reste carrément le seul à avoir joué deux fois de suite, le samedi 20 et dimanche 21 août, comme pour répondre à la demande du public qui le réclamait après son premier show où il s'est plu à imiter feu Mobutu, Joseph Kabila, Tshisekedi, Vitale Kamerhe, le Cardinal Mosengwo sous les ovations d'un public conquis. Aux Dépêches de Brazzaville, il révèle avoir pourtant éprouvé une sacrée frousse avant sa montée sur la scène dont il a été le grand favori et adoré à la fin.

Les Dépêches de Brazzaville : Si on devait encore vous présenter aux Kinois, que diriez-vous ?

Marco Mbayabu : Je suis Marco Mbayabu, un humoriste congolais résidant dans le Haut-Katanga, une province du sud de la RDC. J'ai presque une dizaine d'années de carrière dans l'humour et je suis beaucoup plus spécialisé dans les imitations.

L.D.B : Comment avez-vous atterri dans le métier, qu'est-ce qui vous y a conduit ?

M.M. : Dès mon enfance, depuis un certain âge, je sentais déjà que j'avais quelque chose de particulier en moi. Et au collège, je sentais qu'à chaque fois que j'imitais les professeurs, l'abbé préfet, tous mes amis acquiesçaient. Alors, j'ai commencé à cibler des grandes personnalités du pays, du domaine politique, sportif, etc. Et finalement, au moment

où j'allais quitter le collège, dans l'attente de mes résultats du bac, je me suis dit, j'ai un talent que je dois exploiter. C'est à partir de là que cela a commencé.

L.D.B : De toutes les personnalités, quel est le plus dur à imiter ?

M.M. : Oh !, le plus dur à imiter, c'est tout d'abord moi-même parce que je ne sais pas comment je parle. Mais celui qui a un accent particulier est facile à imiter parce que pour le faire, il suffit de retracer la particularité d'une voix. Elle ne doit pas être ordinaire mais avoir une certaine singularité. De plus, imiter ne se limite pas seulement à la voix, les gestes, les tics car cela revient à incarner la personne imitée, se mettre à sa place. Faire vivre la personne imitée.

L.D.B : Et la personnalité politique la plus facile à imiter, qui est-ce ?

M.M. : (Avec une hésitation à peine feinte) Euh, l'actuel président de la République, Joseph Kabila.

L.D.B : Pourquoi donc ?

M.M. : Euh, pour commencer ma voix naturelle s'apparente un tout petit peu au timbre de la sienne. Il y a un petit mix entre les deux. Je ne fournis pas vraiment de gros efforts. Je réussis à l'imiter aussi au niveau de ses tics, seulement je n'ai pas eu le temps de reproduire même sa démarche. Lui, je le réussis parfaitement. Il y a un

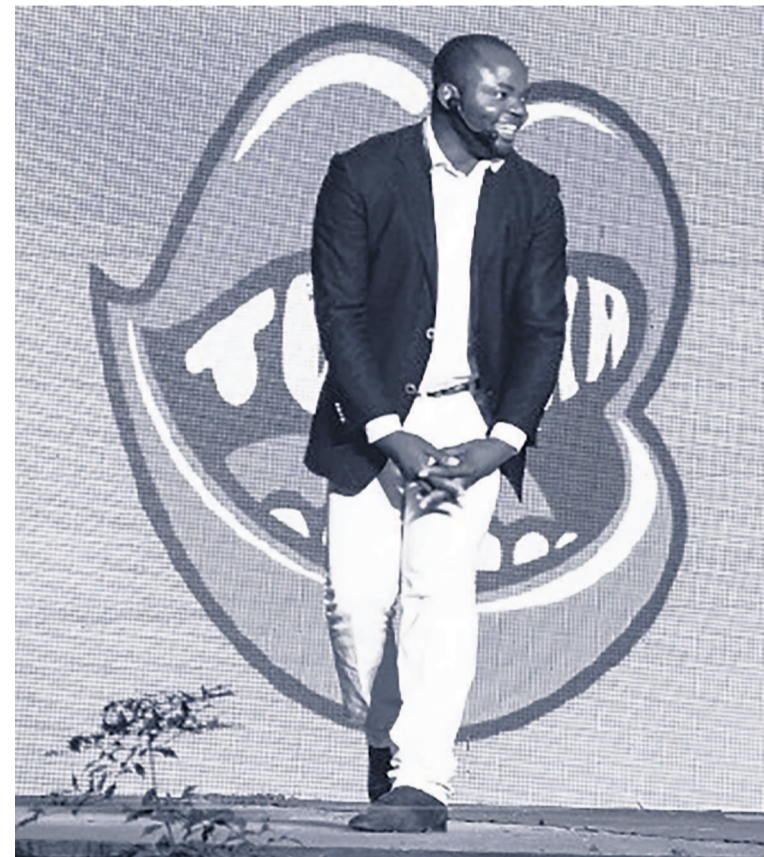
autre personnage que je réussis à imiter à la perfection mais dont le timbre de la voix n'est pas proche du mien, c'est celle de l'opposant Tshisekedi.

L.D.B : C'était votre première à Kinshasa et vous a fait un carton, quel est votre ressenti ?

M.M. : J'ai vécu un festival exceptionnel. Il faut dire que cela fait trois ou quatre ans que j'entendais parler de Toseka de loin. Je l'ai vu de près, vécu et adoré. J'ai adoré le public et l'organisation. Un sentiment de joie m'anime.

L.D.B : Quel était votre état d'esprit en venant à Toseka, aviez-vous certaines appréhensions, des interrogations en pensant au public ?

M.M. : Exactement ! Et, c'est tout naturel. Arriver dans un nouveau territoire pour une première fois et affronter son public que vous ne connaissez pas pour la première fois, ce n'est jamais facile. La petite peur est là, la frousse aussi. C'est tout à fait normal, mais par le travail, la concentration, on arrive à la vaincre. J'avais entendu parler du public kinois et même à un jour, la veille de mon premier spectacle, j'en ai entendu parler, mais la réalité que j'ai vue était un peu paradoxale. C'était tout le contraire de ce que j'avais entendu sur le public kinois. Je l'ai trouvé exceptionnel, sympa.



Marco Mbayabu en plein show à l'ouverture des 48 heures du rire de même partout en Afrique.

L.D.B : Qu'aviez-vous donc entendu dire sur ce fameux public ?

M.M. : (Gros rires). Hé bien, qu'il était difficile à faire rire, à convaincre et que si ça ne marche pas, c'est tout de suite qu'il vous chante le célèbre refrain « Bima ! ». Bref, on insistait sur le fait que c'était un public difficile. D'ailleurs, moi j'avais entendu dire que si vous arrivez à faire rire le public kinois, vous pouvez faire

L.D.B : Si on vous rappelait pour l'édition 2017 du grand Festival Toseka, vous reviendriez à Kinshasa ?

M.M. : Je pense bien. Ce serait avec plaisir. Je serai très content de retrouver ce public qui m'a emmené aux anges lors de ce festival et revivre tous les beaux moments et souvenirs que j'ai passés ici.

Propos recueillis par Nioni Masela

THÉÂTRE

La troupe « Les Pétroliers » présente son trophée à Fabien Obongo

La troupe théâtrale « Les Pétroliers » était sur les premières marches du festival de théâtre de Brazzaville (Fethé). Sa comédienne, Préférée Banzounzi, a remporté le trophée de meilleur interprète d'expression féminine. Rentrée fraîchement de Brazzaville, le groupe a présenté, le 31 août, ce trophée à Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et des Lettres de la ville océane.



La troupe théâtrale « Les Pétroliers » et Fabien Obongo

Cette distinction a permis à la famille culturelle de Pointe-Noire d'être à l'honneur. Et comme tout succès se doit être célébré et encourager, le directeur départemental des Arts et des Lettres de Pointe-Noire, Fabien Obongo, a félicité la troupe théâtrale Les Pétroliers pour ce trophée mérité.

Une manière pour lui de promouvoir le théâtre mais également d'encourager les jeunes comédiens afin de leur défricher le terrain pour embrasser une carrière théâtrale. « Vous avez honoré notre département mais également votre passion qui est le théâtre, recevez ma bénédiction et je

vous demande de faire plus afin de montrer aux gens que le théâtre existe à Pointe-Noire », a dit Fabien Obongo aux membres de ce groupe.

Ces mots du directeur départemental des Arts et des Lettres sont devenus les leurs et très rapidement ils ont compris l'émotion qu'il a voulu leur transmettre. Aujourd'hui le groupe Les Pétroliers est appelé à faire plus, et cette distinction due grâce à son labeur et à son savoir-faire devrait, en effet, lui servir de catalyseur pour qu'il aille de l'avant.

Signalons que le vendredi, les Pétroliers seront en spectacle à Suéco et ils vont jouer la pièce de théâtre « Le Mort vivant » d'Henri Djombo mise en scène par Bruno Tsamba assisté de Cardy Cardelin Babakila. En fait, « Le Mort vivant » est le récit d'un homme sur lequel l'appareil judiciaire et politique s'est acharné au point que, pour son entourage, il était certain qu'il ne faisait plus partie du monde des vivants. En faisant le mort, il découvre avec effroi l'ignominie et la cruauté des hommes défilant devant sa dépouille comme dans une parade festive et pleine d'hypocrisie. Rappelons que la troupe de théâtre Les Pétroliers a été créée en 2002 à Pointe-Noire. Présente régulièrement sur les scènes depuis plus de dix ans, hors mis ce trophée de Préférée Banzounzi, cette troupe a déjà été nommée. En 2003, elle a reçu le 2^e prix du festival salésien de lutte contre le VIH-sida avec la pièce Mafou Mafou avant de remporter l'année suivante le prix Tchikounda de la meilleure troupe de théâtre du Kouilou.

Hugues Prosper Mabonzo

SALON DE L'IMMOBILIER

la sécurisation foncière réunit les acteurs de au Congo

La 2^e édition du salon de l'immobilier, de la construction, de l'habitat et de la décoration a été ouverte le 31 août à Pointe-Noire en présence de Jean-Claude Boukono, directeur de cabinet du ministre des Affaires foncières et du Domaine public.



Une vue d'un stand au salon de l'immobilier

« Sécurisation du foncier urbain » est le thème du salon qui regroupe jusqu'au 2 septembre les propriétaires fonciers, aménageurs, promoteurs immobiliers, architectes, agents immobiliers, sociétés civiles immobilières, entreprises de construction, bureau d'études et de contrôles, distributeurs et installateurs fabricants et importateurs de matériaux de construction, prestataires de services et fournisseurs, banques et assurances. « Nous voulons traduire au cours de ces échanges que nous voulons interagir notre ferme ambition d'accompagner le gouvernement dans l'exécution du projet de société du président de la République », a dit Désiré Bitoukou, président de l'Association pour l'aménagement et la gestion environnementale des villes urbaines du Congo, initiateur du projet. Et

d'ajouter : « L'année prochaine, en collaboration avec le Conseil de l'ordre des architectes, les meilleurs projets immobiliers seront primés ».

Selon Jean-Claude Boukono, cette activité qui réunit les acteurs commerciaux des techniques de l'immobilier et de l'habitat ainsi que les administrations publiques concernées va contribuer à l'amélioration du cadre de vie des citoyens. L'implication du ministère des Affaires foncières et du Domaine public se justifie pleinement dans ce présent atelier puisque la gestion de la terre se trouve au centre de la thématique. Des conférences sur l'acquisition foncière, l'urbanisme et l'architecture, production du logement, immobilier commercial, gestion immobilière, mandat de gestion auront lieu pendant le salon.

Hervé Brice Mampouya



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

CAMBRIOLAGE

La police remet des véhicules volés aux propriétaires

Les services départementaux de la police judiciaire de la ville océane ont procédé, le 31 août, au siège du commissariat central, à la restitution d'une dizaine de voitures volées à leurs propriétaires.

Selon les services départementaux de la police judiciaire de Pointe-Noire et du Kouilou, ces véhicules ont été volés par deux malfrats de nationalité congolaise âgés entre 29 et 32 ans, actuellement aux arrêts. Ainsi, il a fallu plusieurs investigations afin de retrouver ces voitures volées à travers divers quartiers de la ville.

Interrogés sur leur mode opératoire, ces malfrats ont reconnu les faits qui leur sont reprochés. Ils ont aussi expliqué qu'ils opèrent depuis longtemps dans la ville. « Nous procédons par la multiplication de plusieurs clés de voitures avant de les



essayer sur des voitures qui se trouvent souvent garées dans quelques endroits de la ville », a indiqué l'un des malfrats.

Exprimant leur joie après la récupération de leurs voitures, Samba et Mboukou ont dit : « Nous profitons de cette occasion pour demander aux populations de Pointe-Noire et du Kouilou de continuer à faire confiance aux services de police. C'est grâce à la dextérité, à l'efficacité de ces services que nous avons retrouvé nos véhicules », ont-ils déclaré.

Signalons que la police entend multiplier des enquêtes afin de retrouver toutes les voitures volées dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou. Ce sont notamment celles de marque Toyota Hilux, Toyota Corolla et autres, appartenant aux particuliers et à des entreprises privées.

Séverin Ibara

ENTREPRENARIAT

Une formation à Pointe-Noire pour les Très petites entreprises

La chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire organise à partir du 5 septembre, une formation au profit des primo-entrepreneurs. Elle vise à aider les Très petites entreprises (TPE) à adopter une gestion saine de leur affaire.



Le siège de la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire

Le projet résulte des besoins préalablement identifiés par la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire. Les problèmes constatés dans la catégorie de ces entrepreneurs se résument à la réalisation des inventaires, au calcul du bénéfice, au choix des statuts juridiques de l'entreprise, à la gestion de stocks et à la tenue du cahier de recettes.

La formation voudrait apporter des compétences nécessaires pour pallier ces manquements. Sont concernés : les chefs d'entreprises artisanales de tous les secteurs d'activité, les Très petites entreprises souhaitant se développer dans le formel et les coopératives. La formation, prévue pour cinq jours soit 15 heures, sera dispensée une fois le mois.

Quatre thèmes seront développés : le cadre juridique et fiscal, la comptabilité de base, le calcul des coûts et la gestion des stocks. Ce dispositif sera soumis pour la première fois à un groupe d'éleveurs. Pour ce semestre, environ 80 promoteurs d'entreprises bénéficieront de cette formation.

Quentin Loubou

FOOTBALL

FC Biki championne de la 1^{ère} édition du tournoi «La marche vers le développement»

Lancé le 2 juillet dernier par son initiateur et organisateur Victor Foudi, premier vice-maire de la ville océane, ce tournoi a réuni vingt équipes de différents quartiers de la deuxième circonscription de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou. Il s'est achevé, le 28 juillet, au stade Ndé-Ndé Niengo avec la victoire de FC Biki qui a battu en finale FC Staff par 1-0.

Le public a répondu présent le dernier jour du tournoi. La finale était très attendue et a connu la présence de Maurice Mavoungou, président de la commission économie et finance de l'assemblée générale. Cette finale a été précédée par le match de classement. FC Ajum a battu Biesi aux tirs aux buts par 4-3, occupant ainsi la troisième place. La finale a opposé FC Biki à FC Staff. Soutenues par le public ainsi que les responsables de leurs quartiers, les deux équipes ont offert un jeu intéressant avec de beaux gestes techniques. FC Biki a gagné par un score de 1-0, but inscrit par le jeune Melon Ongoumba qui a envoyé, par une tête, la balle dans les filets de FC Staff pendant la première période. Le score est resté inchangé jusqu'à la fin du match. Satisfaits, les habitants du quartier Biki ont envahi le terrain et exprimé leur joie par des chants et des danses. Les trois premiers du tournoi ont reçu des trophées, des enve-

loppes d'argent allant de 75.000 à 200.000 FCFA, des séries de maillots et des ballons. Les dix-sept autres équipes ont reçu chacune une somme de 30.000 FCFA. Heureux que son équipe occupe la première place, Tinou, le capitaine de FC Biki, a confié que cette victoire est le résultat de beaucoup d'efforts, de sacrifices et d'unité dans l'équipe. « Les éditions précédentes se sont mal

nière pour le premier vice-maire de la ville d'accompagner l'action du président de la République dans la marche vers le développement du pays.

L'initiative a été saluée par les jeunes qui, dans leur mot, ont souligné que loin d'être une distraction, le sport permet d'unir, de rassembler et d'éduquer. Évoquant le message du président de la République adressé à la Nation



FC Biki, en maillot orange, lors du math inaugural / Crédit photo adiac

passées pour nous. Mais, cette année, nous étions décidés de faire plus. Quand on est uni, on fournit beaucoup d'efforts et on fait beaucoup de sacrifices. À la fin, Dieu met la main et cela marche», a-t-il dit tout excité.

Organisé dans l'objectif d'offrir aux jeunes des activités saines pendant les grandes vacances et permettre la culture des valeurs d'unité, de cohésion sociale et de paix, le tournoi «La marche vers le développement» est la continuité du tournoi précédent dénommé «Chemin d'avenir». Cette compétition est aussi une ma-

le 14 août, dans lequel il rappelait les principes fondamentaux d'unité et de travail pour un progrès conséquent, ils ont estimé que cette compétition contribue à la culture du vivre ensemble qu'il prône souvent. Satisfait du bon déroulement de la compétition, Victor Foudi qui est aussi le président fédéral du PCT Pointe-Noire a félicité les participants. Il a invité les perdants à plus d'efforts pour des meilleurs résultats aux prochaines éditions et souhaité l'augmentation du nombre d'équipes participantes.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MUSIQUE

Le nouveau bureau exécutif de l'UMC reçu par le conseiller à la culture du chef de l'Etat

Toute la nation a eu un regard très particulier sur la crise qui a secoué l'Union des musiciens congolais (UMC). C'est pourquoi, après son assemblée générale extraordinaire tenue le 8 août à Brazzaville, cette association à caractère culturel a présenté son nouveau staff à madame le conseiller du chef de l'Etat à la culture et aux arts, Lydie Pongault.

Organisation non gouvernementale (ONG), l'UMC est une force de proposition qui, vis-à-vis des pouvoirs publics, pose les problèmes des artistes de manière disciplinée. Sa création est née du constat selon lequel, toutes les structures avaient un syndicat, sauf les artistes. C'est ce vide qui a inspiré ses pères fondateurs Auguste Fall, Freddy Kebano, Michel Boyimbanda, Locko Massengo, Edo Ganga..., jusqu'à créer, en 2013, l'Union nationale des musiciens congolais (Unmc) devenue plus tard, l'Union des musiciens congolais (UMC).

Après sa création des cendres de l'Unmc, courant les 3 ans de la première mandature, cette association s'est éloignée mal-

heureusement de ses objectifs. C'est ce qui a causé la crise qu'a connue cette association, a expliqué son ancien secrétaire

Kouilou. Mais entre-temps, elle a trouvé nécessaire de présenter son nouveau bureau exécutif aux autorités administratives du

différences, de nos querelles a jaillit la lumière. L'UMC fort de ses nouvelles instances, fort des conclusions de l'as-

circulation de nos artistes (les visas); ... »

Avant d'ajouter que madame le conseiller du chef de l'Etat a eu une oreille très attentive à nos paroles. « Nous pensons qu'elle a pris bonne note et a pris acte des nouvelles instances dirigeantes de l'UMC. Elle nous a promis qu'elle fera part à qui de droit et nous lui avons remis les textes issus de cette assemblée générale extraordinaire. »

Le nouveau bureau de l'UMC, a expliqué le président de cette association au conseiller du chef de l'Etat, a pour objectifs de protéger les droits des artistes ; d'œuvrer pour leur éducation ; de les encadrer ... En somme ce nouveau bureau se propose de redonner à l'UMC non seulement une image plus agréable mais aussi toute sa visibilité d'autant. « Nous pensons que cette feuille de route est ce qui va guider le bureau exécutif, et dont l'exécution permettra d'apprécier son œuvre au terme de trois ans de mandat. », a déclaré son président Magloire Bonguili alias Pape God.

Bruno Okokana



La conseillère du chef de l'Etat à la culture et aux arts s'entretenant avec le nouveau bureau de l'UMC

général, Romain Gardon, actuellement président du commissariat aux comptes.

Aujourd'hui, ils se disent heureux d'avoir fait aboutir leurs préoccupations. Pour preuve affirme-t-il, l'UMC va implanter ses bureaux départementaux dans la Sangha, la Likouala et le

pays. « Nous avons été reçu ce jour par madame le conseiller du chef de l'Etat à la culture et aux arts pour lui présenter nos civilités, parce que l'autorité publique et toute la nation a eu un regard très particulier sur la crise qui a secoué l'UMC. Aujourd'hui de nos

semblée générale extraordinaire, se propose de nouvelles aspirations, notamment celles qui portent sur la protection des intérêts et des droits des artistes ; l'amélioration des droits d'auteurs ; l'éducation ; l'éthique ; le financement de notre musique ; la liberté de

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE VOLLEYBALL

Inter club et la DGSP sont premiers

Les deux clubs ont occupé la première place du podium de la compétition respectivement en version seniors hommes et dames avec un positionnement quelque peu revanchard l'un vis-à-vis de l'autre.

Chez les messieurs, en effet, Inter club est premier et la DGSP deuxième. Chez les dames, c'est l'inverse qui s'est produit. Dans d'autres catégories, notamment les juniors hommes,

compétition. VBC Espoir et Diables noirs sont classés deuxième et troisième dans cette catégorie. Toutes ces équipes ont ainsi obtenu leurs tickets pour les championnats nationaux qui se disputeront du 15 au 22 septembre prochain. Seulement, la liste exhaustive des clubs de Brazzaville qualifiés n'est pas encore publiée. Certaines équipes qui n'ont été premières de leurs catégo-

riales, a attiré l'attention des clubs de la ville capitale pour l'échéance sportive nationale qui pointe à l'horizon. « Il s'agira pour nos clubs de porter très haut notre étendard en termes de résultats et de comportement sportif », a-t-il déclaré. André Balemvouka a néanmoins déploré le fait que les équipes minimales n'ont pas joué alors que le calendrier prévoyait des rencontres pour



Le dernier match de la compétition

VBC Espoir est sacré champion départemental devant la DGSP. Chez les cadets, le club Renaissance de Mpila est arrivé en tête alors qu'il n'était qu'à sa première participation à cette

compétition. Le président de la ligue de Brazzaville, André Balemvouka, satisfait du bon déroulement de la compétition départe-

mentale. Il a rassuré les dirigeants et entraîneurs que cette situation sera régularisée dès l'ouverture de la saison sportive prochaine.

Rominique Nerplat Makaya

PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION CONGOLAISE D'ATHLÉTISME

Jean-Baptiste Ossé est candidat

L'ancien secrétaire général adjoint de la Fédération congolaise de d'Athlétisme (FCA) a exprimé son intention de briguer la présidence de la structure. Lors de sa déclaration de candidature, Jean-Baptiste Ossé n'a pas dévoilé, au sens large du terme, son programme d'activités à exécuter au cas où il serait élu. Peut-être parce que l'heure de la campagne, pour lui, n'a pas encore sonné. « J'ai pensé apporter ma pierre à l'édifice en athlétisme en



Le président Denis Sassou N'Guesso décorant Jean-Baptiste Ossé

communauté avec tous les responsables de ligues et des équipes qui œuvrent pour le développement de notre activité commune », a-t-il déclaré en substance en précisant : « Nous ne sommes pas en campagne ».

En rappel, Jean Baptiste Ossé est inspecteur de l'Education physique et sportive, par ailleurs, expert de la Fondation jeunesse, sport et paix en Afrique qui travaille en partenariat avec la conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie. Il a fait deux mandats dans le bureau exécutif de la FCA. Le 14 août 2016 à Madingou, Jean Baptiste Ossé a été décoré par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui a fait de lui Officier dans l'ordre du mérite sportif congolais.

R.N.M.